



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. limitée  
29 avril 2010  
Français  
Original: anglais

**Conseil du commerce et du développement**  
**Commission de l'investissement, des entreprises**  
**et du développement**  
Deuxième session  
Genève, 26-30 avril 2010

**Projet de rapport de la Commission de l'investissement, des  
entreprises et du développement sur sa deuxième session**

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président .....	2
A. Rapport de la Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale: coopération Sud-Sud et intégration régionale.....	2
B. Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication.....	3
C. Rapport de la Réunion d'experts sur les écotecnologies et les technologies des énergies renouvelables en tant que solutions énergétiques pour le développement rural .....	3
D. Rapport de la Réunion d'experts sur la contribution et l'utilisation effective de ressources extérieures pour le développement, en particulier pour le renforcement des capacités productives .....	4

## Résumé du Président

### A. Rapport de la Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale: coopération Sud-Sud et intégration régionale

(Point 3 a) ii) de l'ordre du jour)

1. La Commission a pris note du rapport de la Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale: coopération Sud-Sud et intégration régionale sur sa deuxième session (TD/B/C.II/MEM.2/6). Le Vice-Président de la Réunion d'experts a présenté les principaux résultats des délibérations du Groupe d'experts intéressant les travaux de la Commission.

2. Les principaux points étaient les suivants: a) possibilités d'investissement Sud-Sud dans l'agriculture; b) facteurs expliquant les récents investissements liés à la sécurité alimentaire dans de nombreux pays en développement; c) internationalisation des sociétés transnationales (STN) de pays en développement dans l'agriculture et les industries agroalimentaires; d) progrès réalisés concernant l'élaboration d'un ensemble de principes pour un investissement responsable dans l'agriculture; et e) mesures possibles pour garantir des incidences positives de l'investissement Sud-Sud sur les capacités productives dans le secteur agricole.

3. Les participants à la Réunion d'experts s'étaient largement accordés sur le fait que les problèmes liés à la «crise alimentaire» ne pouvaient être abordés indépendamment d'une série d'autres problèmes persistants, tels qu'un sous-investissement chronique. L'investissement étranger direct (IED) ne pourrait probablement combler qu'une petite partie de l'énorme déficit d'investissement, mais il pouvait jouer un rôle important pour ce qui était de l'accès aux marchés, à la technologie et aux compétences de gestion indispensables au développement de l'agriculture.

4. Il avait également été noté que les investissements internationaux dans l'agriculture ces dernières années avaient été motivés par des raisons de sécurité alimentaire, se traduisant souvent par l'acquisition de vastes superficies de terres agricoles, ce qui n'était pas sans susciter des inquiétudes politiques dans un certain nombre de pays sollicités pour ces acquisitions. Il avait été souligné que les activités des investisseurs devaient être transparentes et correctement réglementées. À cet égard, on avait évoqué le projet d'un ensemble de principes et de meilleures pratiques pour les investissements internationaux dans l'agriculture.

5. La Commission a également été informée des propositions formulées par la Réunion d'experts: a) les pays devraient offrir un environnement propice à l'investissement dans la production agricole; b) il faudrait concevoir des projets viables concernant le secteur agricole, y compris pour la mécanisation et la commercialisation; c) des investissements publics devraient être consacrés au développement d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions générales dans le secteur de l'agriculture; d) l'agriculture contractuelle sans appropriation de terres devrait être considérée comme une autre filière possible d'investissement dans le secteur; e) les pays investisseurs pourraient fournir une assistance financière pour l'amélioration des installations de production agricole dans les pays en développement; f) les pays en développement où les coûts des facteurs de production étaient élevés devraient étudier les moyens de réduire ces coûts; g) il faudrait renforcer les capacités des agriculteurs, par exemple par la formation et la fourniture des outils nécessaires; h) l'ONU, en particulier la CNUCED, devrait encourager l'échange d'expériences entre les pays en organisant des réunions et en proposant des activités de coopération technique aux pays en développement.

## **B. Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication**

(Point 3 b) de l'ordre du jour)

6. Pour l'examen de ce point, la Commission a été saisie du Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication sur sa vingt-sixième session (TD/B/C.II/ISAR/54).

7. M. Syed Asad Ali Shah (Pakistan), Président du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR) à sa vingt-sixième session, a présenté le rapport du Groupe de travail à la Commission. Il a appelé l'attention sur un certain nombre d'activités que l'ISAR avait menées depuis la dernière session de la Commission, notamment: a) les travaux de sa vingt-sixième session; b) la tenue d'un atelier sur les normes comptables internationales du secteur public (IPSAS); c) l'organisation d'une conférence sur la crise financière et ses incidences sur les règles internationales d'information financière et la stabilité financière; d) les échanges entre le secrétariat de la CNUCED et d'autres organisations internationales, le secteur privé et la société civile. Le Président de l'ISAR a noté que la vingt-sixième session avait été un succès à de nombreux égards. L'ISAR avait aidé les pays en développement et les pays en transition à examiner leurs besoins en matière de renforcement des capacités en vue de consolider leur système comptable et d'améliorer la qualité de l'information communiquée par les entreprises présentes sur leur territoire. Le Président a aussi noté que, dans les réponses au questionnaire qui leur avait été distribué, les participants étaient très satisfaits de la teneur de la vingt-sixième session, de la participation et de l'organisation des travaux. Il a souligné l'intérêt croissant des États membres pour les IPSAS et a demandé à nouveau à la CNUCED, comme lors de la vingt-sixième session, d'examiner les moyens de réfléchir à l'application des IPSAS à l'occasion de futures sessions de l'ISAR.

## **C. Rapport de la Réunion d'experts sur les écotecnologies et les technologies des énergies renouvelables en tant que solutions énergétiques pour le développement rural**

(Point 3 c) i) de l'ordre du jour)

8. Pour l'examen de ce point, la Commission a été saisie du rapport de la Réunion d'experts sur les écotecnologies et les technologies des énergies renouvelables en tant que solutions énergétiques pour le développement rural (TD/B/C.I/EM.3/3). La Réunion s'est tenue du 9 au 11 février 2010.

9. M. Khondker Talha (Bangladesh), Président de la Réunion d'experts, a présenté le rapport à la Commission. Il a félicité la CNUCED, jugeant que la Réunion avait été un succès aussi bien sur le plan de la participation (130 participants provenant de 53 pays) que du fait de sa structure innovante, qui avait permis aux participants de s'impliquer davantage et de manière plus constructive dans la définition des domaines d'action aux niveaux local, national et régional/international, ainsi que des rôles éventuels de la CNUCED. Il a appelé l'attention sur le fait que les experts s'accordaient à reconnaître que toute stratégie prévoyant le déploiement de technologies des énergies renouvelables au service du développement rural devrait être intégrée dans des plans de développement rural et d'investissement national plus larges. Des experts ont aussi souligné que le déploiement de ces technologies devait être adapté aux besoins et priorités des collectivités locales et se faire avec la pleine participation des acteurs concernés. Les partenariats de coopération Sud-Sud et Nord-Sud aux fins du transfert de technologie – notamment la mise en place d'activités manufacturières et tertiaires locales ainsi que le renforcement des capacités et la formation – devraient être favorisés de

manière plus active, et des mécanismes d'aide financière au démarrage de ces activités devraient être mis en place.

10. Les experts ont formulé un certain nombre de recommandations concernant les activités de la CNUCED. Premièrement, la CNUCED jouait un rôle clairement défini dans la réalisation de travaux de recherche indépendants sur l'approche intégrée des technologies des énergies renouvelables en tant qu'outil de développement au service des pauvres. À partir de là, on a considéré que la CNUCED devrait analyser les meilleures pratiques visant à promouvoir la recherche, la mise au point et le déploiement de ces technologies au service d'un développement rural durable, en particulier en mettant l'accent sur les structures d'incitation et en renforçant le développement des entreprises, et favoriser l'échange d'expériences et de meilleures pratiques entre les pays et les collectivités. Deuxièmement, la CNUCED devrait promouvoir la coopération Sud-Sud dans le domaine des technologies des énergies renouvelables au service du développement durable, notamment sur les plans du commerce et du transfert de technologie. Elle pourrait coordonner la diffusion des connaissances sur les expériences et approches différentes du transfert de la technologie des énergies renouvelables et sur le développement de capacités locales d'innovation correspondantes. Troisièmement, la CNUCED devrait poursuivre sa coopération avec d'autres organisations internationales et régionales et organismes des Nations Unies compétents. Cette coopération portait notamment sur des domaines d'intérêt commun, tels que l'interaction entre les technologies des énergies renouvelables, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable.

**D. Rapport de la Réunion d'experts sur la contribution et l'utilisation effective de ressources extérieures pour le développement, en particulier pour le renforcement des capacités productives**  
(Point 3 c) ii) de l'ordre du jour)

11. La Commission a pris note du rapport de la Réunion d'experts sur la contribution et l'utilisation effective de ressources extérieures pour le développement, en particulier pour le renforcement des capacités productives, tenue du 22 au 24 mai 2010 (TD/B/C.II/EM.1/3), qui a été présenté par le Président de la Réunion d'experts. Deux des six séances de la Réunion d'experts – consacrées à «l'investissement étranger direct au service du renforcement des capacités productives» et au «renforcement des capacités productives dans les pays en développement» – étaient particulièrement pertinentes pour les travaux de la Commission.

12. La Commission a été informée que la Réunion d'experts avait examiné, entre autres questions, les liens entre l'IED et le renforcement des capacités productives, s'agissant en particulier du rôle que le premier pouvait jouer en tant que moyen d'accès aux capitaux, à la technologie, au savoir-faire et aux marchés.

13. Le rôle de l'IED avait été examiné sous différents angles. Des experts avaient constaté que l'IED ne tenait pas toujours ses promesses et qu'un certain nombre de pays en développement avaient des difficultés non seulement à attirer l'IED, mais aussi à en tirer profit. L'absence de capacités intérieures limiterait les entrées d'IED et leur contribution au développement. L'IED devrait être considéré comme un catalyseur du développement, capable de renforcer les capacités productives locales grâce à une plus grande utilisation et à une allocation plus efficace des ressources.

14. Des points de vue différents ont été exprimés sur la question de savoir s'il fallait adopter une politique industrielle pour définir les priorités et mettre en place une stratégie industrielle avant de libéraliser l'investissement. Concernant les politiques à mettre en œuvre pour optimiser la contribution de l'IED au renforcement des capacités productives, les experts avaient proposé de cibler, entre autres sources potentielles d'investissement, l'IED provenant des expatriés ainsi que l'IED des STN du Sud.